

LOI sur les garanties en matière de baux à loyer (LGBL)

221.307

du 15 septembre 1971

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décète

Art. 1 Dépôt obligatoire des garanties ¹

¹ Le bailleur ou son représentant qui reçoit, à raison du bail, des espèces à titre de garantie doit les déposer dans les 10 jours, sur un livret établi au nom du locataire par un établissement soumis à la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne, du 8 novembre 1934 ^A, ayant son siège ou une agence dans le canton de Vaud ou par un autre établissement autorisé par le Conseil d'Etat. Le livret doit être déposé dans l'un de ces établissements.

² Le bailleur ou son représentant qui, dans les mêmes conditions, reçoit un livret ou une autre valeur, doit le déposer dans les 10 jours dans l'un des établissements mentionnés à l'alinéa 1 ci-dessus.

³ Le cautionnement, simple ou solidaire, est autorisé à titre de garantie pour les baux à usage exclusivement commercial.

⁴ Pour les baux concernant des logements, seul le cautionnement simple est admissible, à la demande expresse du locataire. Ce dernier peut, en tout temps, substituer au cautionnement une garantie de même montant en espèces ou en valeurs; les alinéas 1 et 2 sont applicables.

Art. 2 Certificat, frais ²

¹ Le dépositaire établit un certificat en deux exemplaires dont il remet l'un au bailleur et l'autre au locataire. Ce certificat doit mentionner le motif du dépôt et reproduire intégralement le texte de l'article 3 de la présente loi.

² ...

Art. 3 Retraits et revenus ¹

¹ Le retrait de tout ou partie des sommes ou valeurs déposées, à titre de garantie, ne peut être effectué que sous la double signature du bailleur et du locataire ou en vertu d'une décision judiciaire.

² Les revenus du dépôt peuvent être touchés sous la seule signature du locataire.

³ A défaut d'action judiciaire civile intentée par le bailleur contre le locataire dans le délai d'une année suivant la date où le locataire a libéré les locaux faisant l'objet de la garantie, le dépôt est débloqué de plein droit et le locataire autorisé à en prendre possession.

Art. 4 Sous-location

¹ Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables aux garanties fournies par les sous-locataires.

Art. 5 Dispositions pénales

¹ Celui qui contrevient aux dispositions de la présente loi est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à deux mille francs.

² Si le contrevenant a agi par cupidité, le juge ne sera pas lié par ce maximum.

³ Si les actes commis constituent une infraction prévue par le Code pénal ^A, les dispositions de ce code sont réservées.

⁴ Lorsqu'une infraction a été commise dans la gestion d'une personne morale, d'une société de personnes dépourvue de la personnalité juridique ou d'une maison à raison individuelle, les sanctions sont applicables aux personnes qui ont agi ou auraient dû agir en son nom.

⁵ La personne morale, la société ou le propriétaire de l'entreprise individuelle répondent solidairement de l'amende et des frais.

Art. 6 Disposition transitoire

¹ Les espèces ou valeurs visées à l'article premier et reçues avant l'entrée en vigueur de la loi doivent faire l'objet d'un dépôt conforme à cette dernière, dans les trois mois suivant cette entrée en vigueur.

Art. 7

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi.

Entrée en vigueur: 05.10.1971.



221.307	Tableau des modifications (LGBL)			en vigueur Etat au 01.04.2004
Loi sur les garanties en matière de baux à loyer (LGBL)				
	du 15.09.1971	(RA/FAO 1971 267)	ev le 05.10.1971	(RA/FAO 1971 267)
EMPL : 13.09.1971 pm 1016	1er débat : 13.09.1971 pm 1042	2ème débat : 15.09.1971 pm 1166, 1168		

221.307-01	<i>modif. en bloc le</i> 23.02.1977	(RA/FAO 1977 25)	ev le 08.03.1977	(RA/FAO 1977 25)
EMPL : 21.02.1977 pm 1113	1er débat : 21.02.1977 pm 1120, 1121	2ème débat : 23.02.1977 pm 1227		
Art.	Alinéa(s)	En vigueur le	Etat	
Titre			<i>Modification</i>	
1	3		<i>Introduction</i>	<i>historique article</i>
1	4		<i>Introduction</i>	<i>historique article</i>
3	3		<i>Introduction</i>	<i>historique article</i>

221.307-02	<i>modif. en bloc le</i> 15.05.1984	(RA/FAO 1984 98)	ev le 15.05.1984	(RA/FAO 1984 98)
EMPL : 08.05.1984 pm 167	1er débat : 08.05.1984 pm 176	2ème débat : 15.05.1984 am 278		
Art.	Alinéa(s)	En vigueur le	Etat	
2	1	17.07.1984	<i>Modification</i>	<i>historique article</i>
2	2	17.07.1984	<i>Abrogation</i>	<i>historique article</i>

221.307-03	<i>modif. en bloc le</i> 06.05.2008	(RA/FAO 20.05.2008)	ev le 01.01.2009	(RA/FAO 12.09.2008)
				<i>Actes liés</i>
Art.	Alinéa(s)	En vigueur le	Etat	
1	1		<i>Modification</i>	<i>historique article</i>



221.307

Tableau des commentaires (LGBL)

en vigueur

[lien vers acte en vigueur](#)

Loi sur les garanties en matière de baux à loyer (LGBL)
du 15.09.1971

Art. 1 [lien vers article](#)

Comm. A : Loi fédérale du 08.11.1934 sur les banques et les caisses d'épargne (RS 952.0)

Art. 5 [lien vers article](#)

Comm. A : Code pénal suisse du 21.12.1937 (RS 311.0)
